



Les économistes de la banque Degroof Petercam dressent le bulletin de santé de l'économie belge. Globalement, ça va. Mais les problèmes restent épineux en matière d'emploi, de pensions, d'enseignement, de mobilité ou d'environnement. Conclusion : « Nous manquons d'un Etat stratège. »

PAR OLIVIER MOUTON

La Belgique n'est plus le malade économique de l'Europe. Mais la cure entamée lors des années Di Rupo, renforcée depuis 2014 par la suédoise de Charles Michel, doit être prolongée. Car le principal risque, qui a déjà coûté cher à notre pays au début du siècle, serait de retomber dans une forme de léthargie. Tel est le principal enseignement des *20 questions d'actualité sur l'économie belge*, un livre rédigé par les économistes de la banque Degroof Petercam et dévoilé en primeur par Le Vif/L'Express (1). Cette analyse transversale aborde tous les sujets, dresse un tableau de bord actuel de la santé du pays en 2018, le resitue dans le temps et ose formuler des propositions parfois disruptives.

1. La violence de problèmes non réglés

Notre pays est à la croisée des chemins. C'est le fruit de son histoire récente. « Les années 1970 ont été une décennie d'effacement, à la suite de la crise pétrolière, entame Bruno Colmant, Head of Macro Research de Degroof Petercam. La Belgique a très mal réagi, en creusant la dette publique. Les années 1980 ont été marquées par l'indécision alors que l'on savait déjà qu'il fallait réformer. Dans les années 1990, une reprise en main vigoureuse a eu lieu sous Dehaene, indispensable parce que le pays était en faillite. Bizarrement, les années Verhofstadt ont été une période de faux apaisement : alors que l'on aurait pu profiter de cette prospérité, nous avons été chloroformés. Nous n'avons pas trop mal traversé la crise de 2008,

grâce à notre économie mixte et l'entraînement de l'économie allemande. Mais aujourd'hui, les problèmes non réglés se posent à nous de façon violente. » Voilà pourquoi le gouvernement Michel mène une thérapie de choc. Et ce n'est qu'un début. Le livre des économistes démontre combien les défis restent majeurs en matière de coût du travail, de pensions, de gestion du temps de carrière, d'enseignement, de mobilité ou d'environnement. Et à quel point nous ne sommes pas armés pour y faire face, en raison de la complexité de nos institutions. « Nous manquons d'un Etat stratège », résume Bruno Colmant.

2. L'emploi, notre talon d'Achille

La Belgique est-elle « la Grèce de la mer du Nord » ? Ou un Etat « défaillant », montré du doigt après les attentats, Publifin ou la saga des tunnels bruxellois ? « Ces deux qualificatifs sont exagérés », insistent les économistes. Notre pays demeure l'un des plus prospères de la planète, dans le top 25 mondial avec un revenu moyen par habitant de près de 35 000 euros. Mais il a tendance à s'endormir sur ses lauriers. Malgré les réformes, notre talon d'Achille reste le faible niveau de performance du marché de l'emploi. En témoigne le degré d'inactivité en comparaison avec les autres pays (voir le tableau page 34). Cela « plaide pour un marché de l'emploi →

→ plus flexible, la formation permanente, le relèvement de l'âge de la pension effectif, la suppression de l'indexation automatique des salaires, une fiscalité plus efficace, des investissements intelligents dans l'enseignement et l'infrastructure, ainsi qu'un relèvement du budget de la recherche et du développement ». Fameux programme.

3. Un attrait international à renforcer

La Belgique est-elle attrayante pour les investisseurs étrangers ? Réponse nuancée. « D'après les chiffres d'Ernst & Young, notre pays a attiré exactement 200 projets d'investissements étrangers en 2016, ce qui représente un recul de 5 % par rapport à 2015, mais reste le deuxième meilleur résultat sur une période de dix ans », constate l'étude. Notre pouvoir d'attraction reste en dessous de l'Allemagne, des Pays-Bas ou de la France. « Notre pays a, par exemple, beaucoup tardé à sauter dans le train du commerce en ligne », soulignent les auteurs. Handicaps : la pression fiscale excessive, le coût élevé de la main-d'œuvre, le manque de soutien à l'innovation ou les problèmes de mobilité. « Notre pays devrait exprimer plus clairement le projet pour lequel il se positionne », soutient Bruno Colmant.

4. La compétitivité sur le bon chemin

Le défaut de compétitivité était un de nos principaux fardeaux, d'autant plus préoccupant que notre petit pays est ouvert sur le monde. « Cette ouverture est l'un des fondements de notre niveau de prospérité actuel », martèlent les économistes. Bonne nouvelle : la situation s'est améliorée. « La différence (NDLR : défavorable à la Belgique) des coûts salariaux par rapport aux pays voisins existant depuis 1996 a entièrement disparu », constatent-ils. Une plume au chapeau des gouvernements Di Rupo et Michel.

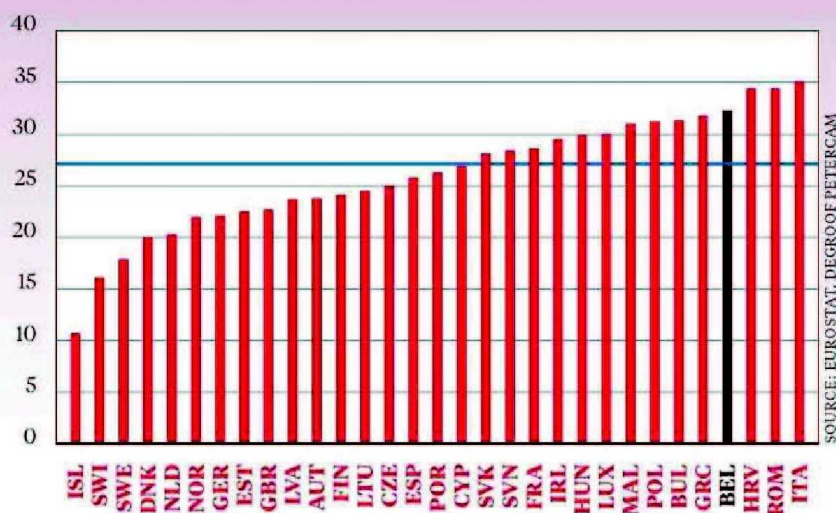
5. Améliorer le fonctionnement de l'Etat

La pression fiscale est élevée en Belgique (plus de 50 % du PIB). En retour, les services publics ne fonctionnent pas de façon optimale. C'est ce que démontrent des comparaisons internationales. La Corée du Sud ou le Danemark représentent les meilleurs exemples de rapport positif entre dépenses et efficacité de l'appareil étatique. La Belgique en est loin. De deux choses l'une : soit on réduit les charges, soit on améliore les services. « Bien que les réformes successives de l'Etat se soient systématiquement

efforcées d'atteindre un niveau de politique optimal, nous pouvons nous demander si toutes ces couches de pouvoir ne génèrent pas des coûts inutiles », disent les auteurs.

Degré d'inactivité économique en Belgique

% de la population inactive ; 15-64 ans



— Moyenne UE : 28 %

SOURCE: EUROSTAT, DEGREE OF PETERCAM

6. De nouvelles réformes fiscales

La pression fiscale reste impressionnante. « Selon l'OCDE, les revenus de l'Etat se sont élevés au total à 50,8 % du PIB en 2016, lit-on. S'il est en baisse par rapport aux années précédentes, ce chiffre reste très élevé dans une perspective internationale. A titre de comparaison, la moyenne dans les trois pays voisins de la Belgique s'élève à 47,4 % du PIB. » Le mix fiscal belge, en outre, n'est pas favorable à la croissance et manque de clarté. Les économistes soutiennent la nécessité de revoir à la baisse l'impôt sur les personnes physiques : nos taux sont les plus élevés au monde. « Pour augmenter l'emploi dans notre pays, la poursuite de la baisse des charges sur le travail est prioritaire, prolongent-ils. Un nouveau tax-shift, consacré à la consommation et à l'environnement, doit être possible. En outre, il est grand temps d'examiner les possibilités de tarification routière pour réduire sensiblement les problèmes d'embouteillage. »

7. Une dette publique soutenable

La dette publique belge, de l'ordre de 440 milliards d'euros, atteint plus d'une année de produit intérieur brut. C'est énorme. Mais alors que ce fut pendant longtemps l'expression du mal belge, c'est moins le cas aujourd'hui. « Il n'y a pas de raison de s'inquiéter pour le moment », jugent les économistes. Parce que les taux d'intérêt restent bas. Et que l'épargne intérieure privée des Belges, d'une hauteur de

250 milliards, permet de jouer un rôle de stabilisation.

8. Une dette des pensions intenable

La dette des pensions, par contre, est la menace à ne pas négliger. « Si elle était exprimée en euros de 2015 sur un horizon de 45 ans, elle atteindrait quatre fois le PIB », relèvent les auteurs. Les dernières évaluations faites par les autorités publiques sont certes inférieures aux estimations antérieures. D'après le dernier rapport du Comité d'étude sur le vieillissement, le coût budgétaire à l'horizon 2040 atteindra 28,5 % du PIB, pour revenir ensuite à 27,6 % en 2060. Mais ces perspectives reposent sur des données fort optimistes. « Cela reste le grand défi belge », insiste Bruno Colmant. Si le gouvernement Michel a annoncé le rehaussement à 67 ans du départ à la pension en 2030, tout reste à faire pour que la mesure soit effective. « La mise en place d'un système à points serait une bonne mesure. En y ajoutant le déploiement à plus large échelle du deuxième pilier des pensions », écrivent-ils. « Mais le risque est grand de voir l'effort reporté après les élections de 2019 », peste Bruno Colmant.

9. L'immobilier sous contrôle

Le Belge a une brique dans le ventre. Il peut. Si le marché de l'immobilier serait surévalué de quelque 7,8 %, selon

la Banque nationale, et si les prêts hypothécaires deviennent lourds pour l'endettement des ménages, il n'y a toutefois pas de risque immédiat. « Aucune bulle immobilière incontrôlable ne semble se former à l'heure actuelle », déclarent les économistes.

10. Le système bancaire solide, mais...

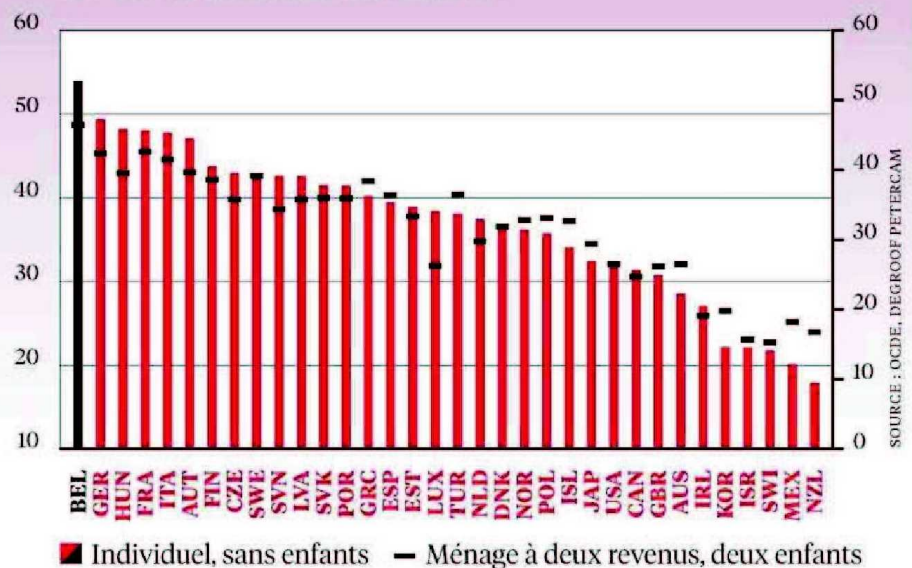
L'intervention forcée de nos gouvernements lors de la crise bancaire de 2008 reste dans toutes les mémoires. Depuis, l'encadrement du secteur a été resserré. Des réformes ont eu lieu. « Ces dernières années, nos banques semblent en meilleure forme, décrit l'étude Degroof Petercam. Si on les compare aux autres banques européennes, les banques belges sont relativement rentables. » Mais... « De nouvelles tendances, telles que la numérisation et la *fintech*, sont apparues. Des défis fondamentaux semblent se poser à moyen terme. » Ils s'agit, dès à présent, de préparer la prochaine vague.

11. L'inflation dérape

Attention, signal d'alarme : « Au cours des trois dernières années, l'inflation en Belgique s'est, en moyenne, établie à 1,3 %, contre 0,5 % dans les pays voisins. » Trois dérapages l'expliquent : les prix dans

Taux d'imposition élevé sur le travail

Revenu moyen, % du coût salarial



les cafés et restaurants, les télécommunications et les services régulés ou approuvés par les autorités (enseignement, services médicaux, traitement des eaux usées...). « Cette inflation est encore sous contrôle, » rassurent les économistes. Mais ces dérapages ne doivent plus se reproduire.

12. Des disparités régionales préoccupantes

Depuis les années 1960, la Wallonie est à la traîne par rapport à la Flandre. Le gouffre s'était un peu réduit grâce à la dynamique du plan Marshall. Mais... « Le différentiel de croissance s'est cependant remis à augmenter au cours de ces dernières années, mettent en garde les experts. La Flandre réussit à renforcer ses performances à l'exportation dans le contexte de l'amélioration de la conjoncture internationale. En Wallonie, l'inertie politique ralentit le redressement. Un temps précieux risque d'être perdu avec les élections de 2018 et 2019. » Une bombe à retardement pour l'unité du pays.

13. Le danger protectionniste

Le protectionnisme est de retour dans le monde occidental. Voyez l'exemple américain. Certains, chez nous, en font un cheval de bataille. « La Belgique doit sa prospérité actuelle à son ouverture, soulignent les économistes. L'avènement de partis politiques

qui prônent davantage de mesures protectionnistes reste clairement une menace. Un vaste débat social s'impose. »

14. L'industrie, oui, mais de connaissance

Le débat sur la nécessité de relancer une industrie belge et européenne, né de la débâcle de grands groupes comme Arcelor ou Caterpillar, a lieu d'être. « L'exemple de l'Allemagne → → démontre qu'il peut en aller autrement, notent les auteurs. Alors que le pourcentage que représente l'industrie manufacturière dans le PIB belge reculait de 18 % en 1995 à 13 % en 2016, il se maintenait en Allemagne à 21 %. » Mais il s'agit, chez nos voisins, d'une industrie à forte intensité de connaissance, soutenue par une politique accordant la priorité à l'innovation. Les services locaux, précisent les économistes, ont également de l'avenir.

15. La Belgique trop immobile

« La Belgique figure à la 27^e position du classement international des pays connaissant les temps d'embouteillage les plus longs en heure de pointe », épingle l'étude, sur la base des données de Inrix, la plateforme américaine d'information sur le trafic. Pour se rendre à Bruxelles, le Belge passe 41 heures par an dans les bouchons, 37 pour Anvers, 15 pour Liège. Coût : « Le préjudice sociétal total s'élèverait à 9,4 milliards d'euros par an. » Il faut un remède de cheval : suppression des voitures de

société, amélioration de la qualité des transports en commun, tarification routière intelligente, encouragement du télétravail...

16. Numérique : peut mieux faire

Le développement numérique est le cheval de bataille du vice-Premier Open VLD Alexander De Croo. Et il a de la marge pour agir. « La Belgique réalise un bon score sur le plan de la connectivité, de l'utilisation de l'Internet et de l'intégration importante des technologies numériques dans les entreprises, signalent les experts. Son point faible est le nombre insuffisant de personnes possédant une expertise numérique et bénéficiant de services publics numériques. » La Belgique reste loin du modèle estonien.

17. L'enseignement, une clé

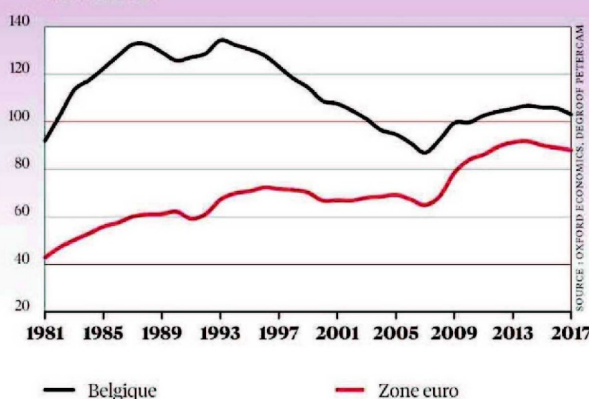
Les études internationales Pisa (qui évaluent l'apprentissage en lecture, mathématiques et sciences) défilent et le constat est toujours le même : la Belgique peut beaucoup mieux faire, là aussi. Une priorité, car il s'agit de la clé de voûte de tout le système. Tel est le défi du Pacte d'excellence francophone, dont l'enjeu n'est pas le même que pour la Flandre. Un pays à deux vitesses. « Si la Fédération Wallonie-Bruxelles doit élever la qualité de son enseignement pour atteindre la moyenne nationale, l'enseignement flamand doit pour sa part s'atteler à l'amélioration de l'inclusion. » Car son principal défaut est son caractère inégalitaire.

18. Améliorer l'efficacité des soins de santé

La réputation de notre pays en matière

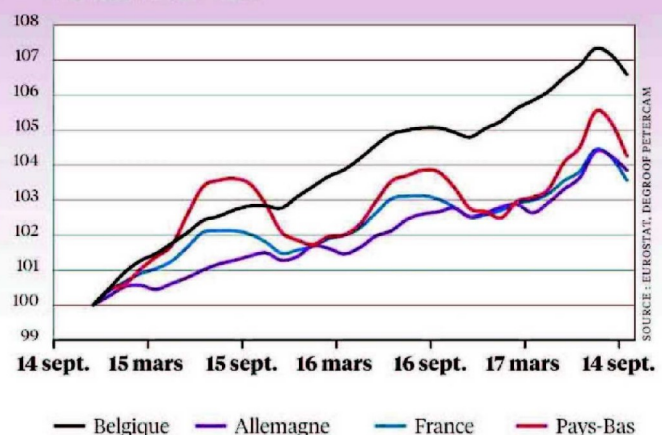
Dettes publiques belges

En % du PIB



Evolution de l'inflation dans les services

Novembre 2014 = 100



de santé n'est plus à faire. Début 2017, une étude suédoise plaçait la Belgique au quatrième rang des pays les plus performants d'Europe derrière les Pays-Bas, la Suisse et la Norvège. Cela a un coût : 10,4 % du PIB, selon les chiffres de l'OCDE (*NDLR : l'Organisation de coopération et de développement économiques*). Avec des gaspillages à la clé ? C'est l'avis de certains économistes flamands. « Il n'existe aucun consensus à ce sujet, pointent ceux de Degroof Petercam. La possibilité d'améliorer davantage l'efficacité et de réaliser des économies supplémentaires fait par contre l'unanimité. » Axes à suivre : miser davantage sur la prévention (inefficace, tant elle est divisée entre les niveaux de pouvoir) et refondre le paysage hospitalier.

19. Lutter contre la pauvreté

Le monde est de plus en plus écartelé entre les riches et les pauvres. C'est le grand constat de ce début de siècle, sous l'influence d'économistes comme Thomas Piketty. Grâce à sa sécurité sociale, la Belgique reste une terre relativement préservée de ce fléau. « Cela ne signifie toutefois pas qu'il n'y a aucun défi à relever. D'après les chiffres de la Commission européenne, 14 % de la population belge âgée de 18 à 64 ans est confrontée au risque de pauvreté. » Un chiffre supérieur aux pays voisins, alarmant en Wallonie (17 %) et à Bruxelles (30 %). Cela nécessite une action urgente.

20. Une économie peu durable

Last but not least, les économistes alertent l'opinion sur l'urgence climatique. Et démontrent, chiffres à l'appui, à quel point la Belgique est en retard sur ses engagements en matière de pollution de l'air ou de développement des énergies renouvelables. Et les atermoiements autour du Pacte énergétique ne sont pas là pour rassurer à ce sujet. Les derniers mots du livre sont clairs : « On peut s'interroger sur la durabilité d'une

politique énergétique belge fragmentée, confiée à pas moins de quatre ministres compétents. »

Simplifiez : voilà, au fond, la leçon faite par l'économie aux politiques. ♦

20 questions d'actualité sur l'économie belge, par Hans Bevers, Michiel Verstrepen, Alexandre Gauthy et Bruno Colmant, Degroof Petercam, 2018. www.blog.degroofpetercam.com/fr

